

**Monsieur Emmanuel Macron,
Président de la République française**

Paris, le 13 juin 2019

Objet: Inquiétudes de la société civile quant à sa participation au G7

Monsieur le Président,

Dès le lancement de sa présidence, la France a émis le souhait de renouveler le format du G7, en organisant un processus ouvert « associant étroitement les citoyen·ne·s ». Pourtant, nous avons appris avec étonnement à la fois le refus de la France de donner l'accès aux associations de la société civile au sommet à Biarritz, et l'énième report d'une concertation sur le G7 en votre présence, qui devait initialement avoir lieu en janvier. La nouvelle date choisie par vos services se situe le jour exact du sommet citoyen de la société civile sur le G7, pourtant prévu de longue date et dont l'Elysée avait été informé.

Nous souhaitons vous exprimer notre plus grande inquiétude face à ces développements récents, qui mettent à mal la participation de la société civile au G7 sous votre présidence.

Ainsi, nous demandons qu'un accès effectif soit garanti aux représentant·e·s de la société civile lors du sommet d'août prochain à Biarritz. De plus, nous demandons que le temps d'échange prévu en votre présence et celle de plusieurs ministres le 2 juillet prochain garantisse une réelle discussion et un partage des recommandations élaborées par la société civile nationale et internationale.

Depuis plusieurs années, la société civile nationale et internationale, notamment à travers ses groupes d'engagements, s'est mobilisée en appelant les pays du G7 à s'engager en faveur de la solidarité internationale, de l'égalité femmes-hommes et de la préservation de la planète. L'expertise de la société civile doit être reconnue et entendue au plus haut niveau de l'État, afin que les décisions prises au G7 ne soient pas déconnectées de la réalité et des besoins des personnes qui en sont les premières concernées.

Alors que la Présidence française se veut progressiste, il ne serait pas acceptable que la France revienne sur son engagement en faveur d'un G7 ouvert, et pire, qu'elle fasse reculer la place de la société civile par rapport aux précédentes présidences. Un tel recul risquerait de créer un précédent dangereux pour les futurs sommets. En 2018, la Présidence canadienne avait accordé l'accès au centre média de son sommet à Charlevoix aux organisations non-gouvernementales. Si la France veut assurer transparence et redevabilité des décisions prises au G7, elle ne peut être moins ambitieuse que son prédécesseur.

Monsieur le Président, le sommet des Chef-fe·s d'États du G7 est l'opportunité pour la France d'affirmer la valeur qu'elle accorde au multilatéralisme, à sa transparence et à son inclusivité, dans une période où certains veulent mettre à mal les fondements mêmes de la coopération internationale entre les nations. Nous espérons ainsi que vous entendrez, par cet appel, la nécessité d'assurer une participation effective de la société civile en amont et lors du sommet des Chef-fe·s d'États d'août prochain.

En vous remerciant par avance de la prise en considération de ces demandes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Organisations signataires, parmi lesquelles nombreuses sont des membres actives du Civil Society 7 et Women 7

Action contre la Faim
Action santé mondiale
Aide et Action
Alliance Internationale des femmes
Amnesty International
Association Chance et Protection Pour Toutes
Association des Femmes de l' Europe Méridionale
Association des Femmes Diplômées des Universités (AFFDU)
Association of German Development and Humanitarian Aid NGOs (VENRO)
Association Olympe
AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale)
BPW FRANCE
CARE France
CCFD - Terre Solidaire
Center for Democratic Education
Club Gen Startupeuse ESSEC
Conseil National des Femmes Françaises
Coordination Sud
Du Côté des Femmes
En avant toute(s)
Equipop
Fédération Nationale Solidarité Femmes
Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir
Femmes solidaires
Greenpeace France
Humanity Diaspo
INPADE / FOCO
International Center for Research on Women
Japan NGO Center for International Cooperation (JANIC)
Japan NGO Network for Education (JNNE)
Le Planning Familial

ONE
Oxfam France
Plan International
Plan International France
Regards de Femmes
Réseau Action Climat France
Réseau Féministe "Ruptures"
Réussir l'égalité Femmes-Hommes
Save the Children
TERRAM PACIS
Theirworld
Uhuru Community Development Project
UNICEF France
WECF France
Women Included
World Vision International